



3€

regards

AVRIL 2019

**LE SYSTÈME
ASSAILLI
DE TOUTE PART**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

LE SYSTÈME ASSAILLI DE TOUTE PART

LA GAUCHE VEUT SE RASSEMBLER, MAIS LE PEUT-ELLE ?

- # **Les sens de la révolte**
- # **La gauche ne peut se rassembler sur des dialectiques creuses**
- # **Pas de priorité à gauche sur les ronds-points**

ANTI-MACRON SUR TOUS LES FRONTS

- # **Plus de 40 organisations ensemble pour les libertés publiques et le droit de manifester**
- # **Extinction Rebellion : le printemps sera-t-il climatique et social ?**
- # **Porte de la Chapelle : élues et associations se mobilisent contre le « printemps de la honte »**
- # **Loïc Blondiaux : « Le gouvernement a cherché dans ce grand débat un moyen de légitimer sa politique »**



LA GAUCHE VEUT SE RASSEMBLER, MAIS LE PEUT-ELLE ?

Les sens de la révolte

Inédit voire inespéré, le soulèvement de la fin d'année offre la possibilité de changer les rapports de forces politiques. À condition de basculer du côté d'un projet de transformation sociale et écologique. Par Clémentine Autain.

Nourrie par trente ans de politiques néolibérales qui ont appauvri et désespéré, la colère s'est étalée au grand jour. Les « gilets jaunes » auront à minima remporté une première victoire : dans les médias et sur les réseaux sociaux, s'est imposée l'expression brute de la dureté du quotidien pour des millions de Français. Ce qui n'était que chiffres et courbes a pris un visage profondément humain. Face à la froideur des discours technocratiques et à l'arrogance des classes dominantes, se sont exprimés les témoignages poignants, les paroles simples et sincères qui traduisent le réel des inégalités so-

ciales et territoriales, le dégoût face au mépris de classe décomplexé des puissants, la colère face à une démocratie en lambeaux.

Les « premiers de cordée », ceux qui gouvernent ont bien été obligés d'entendre la voix de celles et ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, qui travaillent, mais se situent sous le seuil de pauvreté ou ne peuvent pas partir en vacances, qui sont écrasés par la vie chère, subissent les services publics manquants et un développement urbain qui isole. Ce monde qui trime ne veut pas payer la facture. Et il a bien raison.

DYNAMIQUE POPULAIRE

Le mouvement des gilets jaunes aurait pu se borner à un rejet des taxes et nourrir le mépris de l'urgence environnementale. Il aurait pu n'être qu'une expression réactionnaire, encouragée par Minute et Marine Le Pen. Ce ne fut pas le cas. La dynamique a rapidement pris une ampleur populaire inédite et des couleurs bien plus diverses. Très vite, il fut question de justice sociale et fiscale, de démocratie véritable et d'écologie populaire. De nombreuses pancartes exhortaient de rendre l'ISF d'abord, de mettre en place le référendum d'initiative citoyenne, de taxer le kérósène. La hausse du smic et des retraites s'est imposée parmi les revendications premières. Et Macron fut la cible privilégiée d'une révolte tous azimuts.

Après plusieurs semaines de ronds-points bloqués, il est difficile d'interpréter l'événement avec les normes anciennes, de classer dans des cadres traditionnels la mobilisation. Les gilets jaunes sont apparus dans une période, notre époque, profondément troublée dans ses repères historiques sociaux, politiques, idéologiques. Ce temps où les syndicats n'ont plus la main, les partis politiques ont du plomb dans l'aile et les médias sont décriés. Ce trouble est en quelque sorte mis en lumière et accéléré par le mouvement des gilets jaunes

qui, comme souvent dans l'histoire quand une partie du peuple fait irruption, ne rentre pas dans les cases connues et anciennes.

ISSUE INCERTAINE

L'excellente nouvelle de la révolte en cours, c'est la remise en cause de l'existing. Pas à bas bruit, mais avec fracas. Pas seulement du pouvoir de Macron, mais de celui des puissants qui écrasent depuis trop longtemps et sans sourciller la tête de ceux qui rament, qui trinquent, qui souffrent. C'est un mouvement qui exige le respect et la dignité face à un si petit monde qui impose sa loi, se reproduit sur lui-même, tout acquis au pouvoir de l'argent.

Oui, il y a de la lutte des classes et de l'exigence démocratique dans le processus en cours. Oui, il est possible de greffer une ambition environnementale sur la colère des gilets jaunes, et surtout de faire valoir l'articulation – et non l'opposition – entre le social et l'écologie. Mais l'issue politique reste profondément incertaine. Le danger d'une traduction conservatrice et autoritaire aux cris de révolte de notre époque n'est pas écarté, surtout si l'on observe le mouvement international qui a porté au pouvoir les Trump, Bolsonaro et autres Salvini. C'est pourquoi je ne suis pas seulement animée d'une grande joie face aux événe-

LA GAUCHE VEUT SE RASSEMBLER, MAIS LE PEUT-ELLE ?

ments qui, bien sûr, galvanisent et offrent des potentialités nouvelles pour agréger du côté de l'émancipation humaine. Je ressens aussi une extrême gravité dans la séquence que nous traversons.

VISION DU MONDE

S'il faut en être, choisir résolument le camp des gilets jaunes contre le pouvoir en place, il ne va pas de soi de se retrouver dans des mobilisations soutenues également par les revues, forces politiques et personnalités d'extrême droite. Cette spécificité historique, liée au rapport de forces qui préexistait au mouvement, ne peut être balayée d'un revers de la main. Les classes dominantes cherchent par tous les moyens à discréditer ce mouvement. Les violences de certains gilets jaunes comme les « quenelles » et autres formes de racisme ou de sexismes seront donc abondamment relayés par les opposants au mouvement pour mieux dénigrer la mobilisation populaire. Pour autant, nous ne pouvons opérer en miroir un déni des actes et des paroles qui existent bel et bien dans ce mouvement, dans ce brun qui menace.

C'est pourquoi j'ai la conviction qu'il ne faut pas se tromper de route. C'est en affirmant la cohérence d'un projet de transformation sociale et écologique, avec ses partis pris, ses propositions,

ses symboles, ses mots repérables comme opposés, distincts de l'univers réactionnaire et fascisant, que nous pourrons valoriser notre vision du monde dans un combat opposant deux choix de société après l'ère Macron, après les décennies d'échecs d'une même politique. Dans le mouvement lui-même, rien ne sert de gommer la conflictualité entre deux voies diamétralement opposées sur le terrain politique et idéologique. C'est de cette confrontation que naîtra la possibilité de gagner, d'améliorer la vie, de rompre avec les recettes libérales, austères, autoritaires et injustes. Il le faut. ●

La gauche ne peut se rassembler sur des dialectiques creuses

Pour les européennes, le PS n'a pas trouvé meilleure issue que de filer à Raphaël Glucksmann les clés du camion. A la bouche, le rassemblement, à l'esprit, le néant.

Les attaques contre le nouveau chef de file de la gauche « rassemblée », Monsieur Glucksmann, se multiplient ces derniers jours pour d'excellentes raisons. La capture de Place publique (« Placement privé »), l'alliance avec le Parti socialiste, la stratégie de déploiement personnel s'appuyant, depuis le premier jour, sur d'innombrables connivences médiatiques, sont parmi ces raisons. Mais qu'en est-il alors du fond ? Qu'en est-il des « idées », dont Monsieur Glucksmann, avant tout essayiste, ne cesse de répéter qu'il faut partir ? C'est là, peut-être, que cette gauche « rassemblée » est la plus décevante.

Partons donc des idées. Le logiciel sur lequel s'est réalisée l'alliance de Place publique et du Parti socialiste consiste,

pour l'essentiel, à dénoncer un « face-à-face mortifère entre le libéralisme et le nationalisme ». D'évidence, pourtant, cette présentation – qui n'est pas sans rappeler l'opposition entre les « progressistes » et les « nationalistes » dans le discours de la majorité – est politiquement creuse, pour ne pas dire fautive.

La critique de pure idéologie contre le « libéralisme » n'est pas seulement creuse : elle se trompe d'adversaire

Commençons par le « libéralisme », premier protagoniste de cette dialectique « mortifère » dont il s'agirait de sortir. Quel sens cette mise en cause peut-elle avoir, au lendemain de la loi « anti-casseurs »

LA GAUCHE VEUT SE RASSEMBLER, MAIS LE PEUT-ELLE ?

qui constitue une régression sans précédent de la liberté de manifester ? Quel sens peut-elle avoir lorsque l'état d'urgence, atteinte exceptionnelle aux libertés publiques, est devenu un état permanent ? Quel sens peut-elle avoir lorsque la presse et les partis d'opposition sont sans cesse mis en cause, judiciairement y compris, dans l'exercice de leur liberté d'informer, de leur capacité à s'opposer ?

On voit où cette critique veut en venir : le capitalisme, le néolibéralisme triomphants, détruisent les liens sociaux, ébranlent les fondements de l'ordre politique contemporain. Mais précisément, il semble que Monsieur Glucksmann et le Parti socialiste veulent (encore) éviter les mots qui fâchent. Pas question de s'en prendre à la racine des inégalités et de l'exploitation sociale. Pas question de réveiller le spectre du matérialisme historique ou de la lutte des classes, auxquels on les sait allergiques. En se donnant un adversaire symbolique, de pure idéologie, avec le mot-valise « libéralisme », Monsieur Glucksmann, qui aime d'autant plus les « idées » qu'elles

lui permettent de ne pas parler des choses, contourne ainsi l'obstacle.

Le problème est qu'il se trompe de direction : le libéralisme au sens plein, c'est-à-dire politique, enfant de la Révolution française, est apparu à gauche et il est aujourd'hui écrasé. Non par les « populistes » (autre signifiant creux), mais par l'actuel pouvoir. Les libertés publiques sont plus que jamais nécessaire pour permettre l'expression politique de chacun, à commencer par celle des mouvements sociaux. De ce point de vue, la critique de pure idéologie contre le « libéralisme » n'est pas seulement creuse : elle se trompe d'adversaire.

Mettre en cause le nationalisme sans rechercher concrètement ce qu'il recouvre, c'est oublier l'histoire commune qui nous rassemble et que la gauche a contribué à façonner

Monsieur Glucksmann soulève alors un autre épouvantail : le « nationalisme » devrait être à son tour combattu. « En même temps », pourrait-on ajouter. Sans

doute s'agit-il, avec cette mise en cause, de faire jouer au programme de La France insoumise, autant qu'à celui du Rassemblement national, le rôle d'un repoussoir moral. Sans doute s'agit-il également de promouvoir, en contrepoint, l'idée européenne, dont l'avenir apparaît aujourd'hui incertain.

Toujours est-il que là encore, le raccourci est fautif. Car le nationalisme lui aussi, dans ses formes plurielles – parfois autoritaires et belliqueuses, parfois démocratiques et pacifiques – nous vient tout droit de la Révolution française. Le mettre en cause sans rechercher concrètement ce qu'il recouvre, c'est oublier l'histoire commune qui nous rassemble et que la gauche a contribué à façonner. C'est oublier l'attachement ancien et légitime qu'ont les Français pour leur nation, qui est leur fonds commun et leur pacte social. C'est oublier que cette cohésion de la nation française est le socle grâce auquel, plus de

cent ans après la création, en 1914, de l'imposition sur le revenu, la plupart des contribuables continuent aujourd'hui à s'acquitter de leurs impôts. Jusqu'à preuve du contraire, cette cohésion et ce consentement font cruellement défaut à l'échelon européen. Et l'on voit mal ce que sera l'Europe démocratique, écologique et sociale, si elle refuse de prendre appui sur les nations.

Se tromper sur les mots, passe encore. Se tromper sur les choses, en revanche, c'est à coup sûr avancer à tâtons. Si l'union de la gauche est une initiative louable et nécessaire, elle ne pourra se faire que sur des bases solides – et non sur des dialectiques creuses.

**O FRANÇOIS EXPERT,
NORMALIEN, ÉTUDIANT EN DROIT
ET EN PHILOSOPHIE**

Pas de priorité à gauche sur les ronds-points

Après avoir surtout exprimé leur embarras face à un mouvement qui les dépasse littéralement, les organisations de gauche ont dû constater que les gilets jaunes, exprimant un rejet global de la politique institutionnelle, n'attendent rien d'eux.

« Ne me parlez pas des politiques, c'est tous des cons. » Sur le rond-point de Lanester, près de Lorient (Morbihan), on ne mâche pas ses mots lorsqu'il s'agit de parler de ses élus. La défiance est totale et ce, peu importe la place sur l'échiquier politique. On est en décembre 2018, et la révolte des « gilets jaunes » bat son plein.

Pourtant, dans les partis et autres mouvements politiques, c'est branle-bas de combat général : un truc se passe et le rouleau compresseur Macron est bien trop puissant pour laisser filer une pareille occasion de se refaire une

santé. Comment se positionner pour ne pas que cela passe pour de la récupération pure et simple ? Au vu de la diversité des opinions, des positionnements et des objectifs des participants au mouvement, n'y a-t-il pas un risque de s'acoquiner avec l'extrême droite ? Tout mouvement social ou sociétal doit-il être accompagné par des formations politiques ? Telles sont les questions – légitimes pour beaucoup – que se sont posées nombre de partis français tout au long des mois de novembre et de décembre 2018.

GILETS JAUNES, GILETS ROUGES

Rendons à César ce qui appartient à César : le premier à avoir flairé que le mouvement des gilets jaunes était promis à un puissant avenir a été Jean-Luc Mélenchon. Dès le 9 novembre, à l'occasion d'un meeting à Pau, il dit « souhaiter la réussite du mouvement », faisant fi de ceux qui, à ce moment-là de la mobilisation, y voient un terreau tout trouvé pour l'extrême droite. Une critique que le leader insoumis balai d'un revers de la main : « Cette colère est juste, elle porte sur quelque chose qui a un sens ». Bien sûr, populisme et mouvement gazeux obligent, les Insoumis sont, sur l'échiquier politique, les moins susceptibles d'avoir peur des formes nouvelles, même lorsqu'elles font irruption en dehors du champ institutionnel classique. Sans drapeau ni banderole, ils participent aux marches et manifestations des samedis mais, surtout, ils prennent systématiquement et efficacement la défense des gilets jaunes sur les réseaux sociaux. Et l'on sait à quel point ils savent y être présents.

D'autres sont plus prudents, comme Olivier Besancenot du Nouveau parti anti-

capitaliste (NPA), qui se dit, le 22 novembre dans « L'Émission politique », « solidaire » des gilets jaunes, « mais pas populiste ». Comprendre : j'entends la colère de ceux qui manifestent, mais je suis loin d'être d'accord avec tout. D'abord, parce que le logiciel du NPA est fondamentalement plus ancré dans les formes traditionnelles du pouvoir que celui des Insoumis, par exemple. Besancenot, tout comme le porte-parole du parti Philippe Poutou, appelle ainsi régulièrement à la grève générale en rappelant que ce sont les syndicats et les partis qui ont apporté les plus grandes avancées sociales en France. Tout en récusant certains des mots d'ordre des gilets jaunes comme celui du « pouvoir d'achat », qui lui « sort par les trous de nez ». Fidèle à sa gauche, Olivier Besancenot n'a par ailleurs de cesse de rappeler que les revendications doivent avant tout porter sur les salaires, les revenus, les prestations, les retraites et les allocations – et pas se cantonner au ras-le-bol fiscal. Une chose est certaine : lui et les siens essaient de changer les gilets jaunes en gilets rouges... sans succès.

Au Parti communiste français, au tout

LA GAUCHE VEUT SE RASSEMBLER, MAIS LE PEUT-ELLE ?

début du mouvement, on est en plein congrès. Il s'agit de changer de ligne, changer de secrétaire national. L'attention est donc ailleurs pour les militants. Tellement ailleurs qu'ils ont le bon goût d'organiser une mobilisation alternative le 15 novembre... Unitaire, certes, mais un flop total. L'arrivée de Fabien Roussel à la tête du parti change-t-elle la ligne ? Oui, assurément : moins bégueule que son prédécesseur, il appelle sans ciller à manifester avec les gilets jaunes dès le 1er décembre. Le parti n'est toutefois pas unanime sur le sujet, certains communistes notant que, s'il s'agit d'une colère légitime, toutes les aspirations et les voies de mobilisation ne sont pas bonnes à suivre : au PCF, on condamne fermement les violences et on continue d'appeler à la grève générale.

COLÈRE COMMUNE, DÉFIANCE PARTAGÉE

Finalement, l'un des principaux hiatus tient au fonctionnement inversé du mouvement des gilets jaunes : horizontal, numérique, anarchique parfois, pourrait-on ajouter. N'en déplaise évidemment à Philippe Martinez. Le patron de la Confédération générale du travail élude en

déclarant, dans la Midinale de Regards du 30 novembre, que sa responsabilité est « de mettre tout le monde dans la rue ». D'où, de la part de la centrale, un timide appel à manifester le samedi 1er décembre... avec un parcours différent que celui des gilets jaunes – si tant est qu'ils en eussent vraiment un. En tous les cas, les tentatives, du côté de la CGT, de rejoindre certains cortèges de gilets jaunes se révèlent impossibles : les syndicalistes, lorsqu'ils sont repérés, ne sont pas vraiment les bienvenus. Colère commune, mais profond désaccord de forme – et défiance des deux côtés. Étonnamment, les écologistes ont presque eu moins de mal avec les gilets jaunes : alors que la raison première des mobilisations est l'augmentation de la taxe sur les carburants, on pouvait se dire que ça n'allait pas matcher avec les revendications portées par Europe Écologie-Les Verts. Certes, les débuts sont compliqués et le conseiller d'Ile-de-France Julien Bayou affirme ainsi : « Nous sommes pour la fin du bonus sur le diesel. On ne peut pas s'associer à un mot d'ordre qui appelle à revenir sur cette taxe carbone. » Mais ce son de cloche évolue rapidement à mesure que

les revendications s'étoffent et que l'on se rend compte que les gilets jaunes ne sont pas une force nécessairement anti-écolo. « Ce qu'Emmanuel Macron vient de découvrir et que nous, écologistes, savons depuis longtemps, c'est que l'écologie va nécessairement de pair avec la lutte contre les inégalités », nous glisse l'ancien député européen EELV Alain Lipietz. Et de voir ainsi Julien Bayou, qui refusait de manifester avec les gilets jaunes, participer à un rassemblement à Saint-Lazare à Paris, accompagné de la sénatrice Esther Benbassa et de l'ancien député Sergio Coronado. Encore plus gênés aux entournures : le Parti socialiste et même Génération.s. Les deux partis prennent avec d'infinies réserves le mouvement naissant. « Anti-écolo », « à forte coloration d'extrême droite », « pas structuré »... Une députée socialiste nous affirme que, « même si on peut se retrouver dans quelques-unes des revendications : qu'est-ce que vous voulez qu'on en fasse ? » Seulement, au vu du bouillonnement continu sur les réseaux sociaux et du battage médiatique des mobilisations, tant Olivier Faure que Benoît Hamon, les patrons respectifs des deux formations politiques,

changent un peu leur fusil d'épaule et amendent leurs discours : « Nous soutenons les Français qui se mobilisent pour défendre leur pouvoir d'achat », assure ainsi le second, reprenant les arguments de l'ancien ministre de l'Écologie Nicolas Hulot et souhaitant « la réconciliation de la justice sociale et de l'écologie ».

PARTIS DANS L'IMPASSE

Au fond, toute la gauche a été prise de court par les gilets jaunes. Complètement hors des radars des différentes formations politiques et syndicales, la mobilisation de ces Français-e-s depuis près de deux mois aurait pu, aurait dû être l'occasion de réfléchir collectivement sur la place du politique. « Pourquoi les gilets jaunes ne se sont-ils pas tournés vers les partis politiques de gauche pour faire part de leur opposition aux mesures portées par le gouvernement actuel ? », s'interroge ainsi l'ancien député et maire EELV de Bègles Noël Mamère. Las, les positionnements légèrement différenciés des uns et des autres ont pris le dessus sur les problématiques de fond et l'on a préféré s'adonner ou bien à la récupération, ou bien à la dénonciation de la récupération.

LA GAUCHE VEUT SE RASSEMBLER, MAIS LE PEUT-ELLE ?

D'autant que les réponses aux gilets jaunes apportées par les plus enthousiastes de leurs thuriféraires sont loin d'être totalement pertinentes. Jean-Luc Mélenchon a ainsi appelé à une dissolution de l'Assemblée nationale et au rétablissement de l'impôt sur la fortune, quand le député FI François Ruffin demandait carrément la démission d'Emmanuel Macron. Seulement, en écoutant les plus médiatiques des gilets jaunes, comme Priscilla Ludovsky ou Jean-François Barnaba, et en se rendant sur les ronds-points, on réalise rapidement que ce mouvement est d'abord l'expression symptomatique de l'impasse à laquelle sont confrontées toutes les formations politiques depuis très longtemps – trop longtemps même, du dire des occupants des ronds-points. Et l'on voit mal comment des mesures comme le rétablissement de l'ISF ou la dissolution de l'Assemblée pourraient résoudre les problèmes profonds auxquels sont confrontés les occupants des ronds-points. Mais les partis et mouvements politiques proposent (opposent parfois) aussi leur programme. En vain, souvent, car le tempo d'émergence des revendications est complètement décorrélé de

celui que voudraient imposer certaines formations. Ainsi du rétablissement de l'ISF ou la proposition de référendum d'initiative citoyenne. Pour autant, certains s'inquiètent que les gilets jaunes ne fassent perdre la tête à d'autres. Ainsi de François Ruffin qui cite Étienne Chouard, personnage très décrié au sein de la gauche française, mais référence pour de nombreux gilets jaunes. Ou de Jean-Luc Mélenchon qui fait l'apologie d'un des leaders de gilets jaunes, Éric Drouet, qui ne cache pourtant ni ses préférences nationalistes, ni son conspirationnisme...

Le mouvement de contestation, s'il a un peu faibli pendant les fêtes, ne risque pas de s'arrêter à la rentrée. Il va donc falloir que la gauche continue de se repenser, de se restructurer. Comme l'écrivait Jacques Prévert, « il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec des allumettes, car le monde mental ment, monumentalement ». L'avenir de la gauche se situe sûrement du côté de ceux qui portent les gilets jaunes. La question, qui reste encore entière à ce stade, est de savoir comment se crée la jonction.

O PABLO PILLAUD-VIVIEN

ANTI-MACRON SUR TOUS LES FRONTS

Plus de 40 organisations ensemble pour les libertés publiques et le droit de manifester

À l'initiative du groupe La France insoumise, deux réunions unitaires ont eu lieu jeudi 21 et jeudi 28 mars à l'Assemblée nationale. Il en sort un appel signé par 40 organisations (syndicats, associations, médias, collectifs citoyens, forces politiques, élus et groupes politiques) et des personnalités.

Un nouveau seuil a été franchi dans la dérive autoritaire du gouvernement. Après l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun, l'adoption du projet de loi « anti-manifestant·e·s » qui accroît les mesures liberticides vis-à-vis des manifestant·e·s et des Gilets Jaunes, les préfectures ont multiplié les interdictions de manifester partout dans le pays et le gouvernement a décidé samedi dernier de recourir à l'armée avant de reculer pour le moment devant la pression. Un État de droit, une démocratie, la République ne sauraient accepter que l'armée se retrouve face au peuple, comme s'il était un ennemi, comme si la guerre civile était déclarée. Jamais.

L'ONU a déjà mis en garde la France, pays de la déclaration des Droits de

l'Homme, pour ses manquements à ses engagements pour les libertés fondamentales. Beaucoup connaissent l'aggravation de cette situation depuis long-temps, que ce soient les migrant·e·s, les quartiers populaires, qui ont été le champ d'expérimentation d'un maintien de l'ordre souvent en dehors des principes de l'État de droit. La situation prend cependant une gravité inédite. La pénalisation du mouvement social, écologiste et syndical, le mépris au regard des contre-pouvoirs, est une façon d'empêcher tout dialogue, toute issue positive aux crises de notre époque. Face aux destructions de bâtiments ou autres actes de violence, le gouvernement ne doit pas jouer aux pompiers pyromanes mais faire preuve de respon-

sabilité. Il est temps de penser les conditions de la désescalade. Pour cesser de nourrir la tension, l'État a le devoir d'en finir avec les provocations et le recours à un arsenal sécuritaire aussi exponentiel qu'inefficace, comme il le fait depuis des semaines vis-à-vis des gilets jaunes. Il est intolérable que des armes dangereuses, dont nous réclamons l'interdiction, aient tant blessé, estropié de manifestant·e·s. Le bilan est déjà tragique et historique. Les blessures subies dernièrement par la militante pacifiste Geneviève Legay sont le symbole de la violence sourde que le gouvernement a décidé d'employer contre le peuple. Le droit fondamental de manifester se trouve maintenant clairement menacé.

La baisse des tensions que nous souhaitons suppose également que les pouvoirs publics répondent concrètement aux aspirations qui s'expriment largement dans le pays pour la justice sociale, pour une vie digne pour chacune et chacun, pour la lutte contre le mortifère réchauffement climatique. De plus en plus de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France. Les inégalités sociales ne reculent pas, elles explosent. Face à ces revendications légitimes, face à l'ensemble de ces vio-

lences sociales et environnementales le gouvernement ne sait répondre que par d'autres formes de violences et infliger aux citoyennes et citoyens d'autres humiliations.

Nous appelons toutes les forces vives progressistes du pays, attachées aux libertés publiques, à faire cause commune pour que le gouvernement change de ton et de réponse, pour que la démocratie ne soit pas bafouée mais renforcée, pour le retrait de la loi anti-manifestants, et l'annulation des mesures liberticides annoncées ce lundi 18 mars par le Premier ministre. Nous encourageons tous les mouvements à créer des liens de solidarité et de protection, pour que toutes et tous, quel que soit notre âge, notre fragilité, notre condition, nous puissions prendre part au débat public. Nous appelons d'ores et déjà à rejoindre les différentes initiatives organisées partout en France le 13 avril pour défendre le droit de manifester, si fragilisé par le gouvernement. ●

Extinction Rebellion : le printemps sera-t-il climatique et social ?

L'activisme écologiste européen connaît depuis quelques mois un renouvellement dans ses formes d'actions. Que nous dit-il de l'état des mobilisations en France et de leur difficulté à faire entendre leur message dans un contexte de luttes sociales marquées par la répression ?

Pendant plus d'une semaine, le centre de Londres et ses monuments historiques ont été investis par plusieurs milliers de personnes occupant différentes jonctions stratégiques de la capitale londonienne. Sur Oxford Street, Marble Arch ou le pont de Waterloo, plusieurs milliers d'activistes ont ainsi bloqué les voies, campé et vécu sur place, établissant assez rapidement un rapport de force avec la police et avec le gouvernement de Theresa May qu'ils accusent d'inaction et de politiques anti-écologiques.

Organisées par le mouvement Extinction Rebellion, créé en 2018 en Angleterre

et désormais implanté dans 33 pays, ces actions de désobéissance civile ont été menées au même moment à Edimbourg, au sein de la cour pénale internationale de La Haye, à New-York et dans les quartiers d'affaires. En Inde à Bhopal, au Ghana mais également en Colombie, le mouvement Extinction Rebellion a vu émerger des groupes d'activistes qui se disent prêts à se mobiliser également pour lutter contre les scandales environnementaux locaux et les conséquences vécues du réchauffement climatiques. En France, si le mouvement Extinction Rebellion a pour le moment plus de mal à se faire une place au sein des gros ré-

seaux écolos déjà existants, une action menée conjointement vendredi 19 avril par Greenpeace, ANV COP21 et Les Amis de la Terre faisait quant à elle les gros titres bénéficiant de ce contexte de mobilisations internationales. 2000 militants bloquaient momentanément l'accès de la Société Générale, d'EDF, de Total et du ministère de l'Environnement, dénonçant ainsi les connivences de l'Etat avec les grandes entreprises les plus polluantes.

RADICALEMENT VERT

Plus « radical » que ses homologues français, le mouvement originel d'Extinction Rebellion, celui de Grande-Bretagne, revendique depuis le début une montée en intensité des actions qui coexiste singulièrement avec l'épineux et très respectable concept de « non-violence » fréquemment utilisé par les mouvements écologistes européens. Le 17 avril, pourtant, plusieurs jours après le début des actions, le bâtiment de la multinationale Shell était ainsi tagué par des militants et des vitres étaient brisées. Des pancartes scandaiient ainsi : « Les énergies fossiles nous tuent. Zéro

carbone maintenant ».

Leurs modes d'actions allant des interpellations dans les lieux politiques aux die-in et blocages dans des espaces stratégiques ne diffèrent pas tellement de celles qui ont fait les beaux jours de mouvements activistes historiques majeurs comme ceux des droits civiques américains, de la lutte anti-nucléaire ou des actions d'Act-Up. Ils surprennent plutôt par leur ampleur, leur durée dans le temps et par la manière dont ils sont parvenus à percer le plafond médiatique et réimposer les questions écologiques dans l'agenda de certains élus britanniques.

Plusieurs jours après le début des mobilisations, le mouvement Extinction Rebellion revendiquait le soutien de 30.000 personnes tandis que différents élus issus du Parti travailliste annonçaient soutenir les mobilisations. Cette série d'actions intervient dans un contexte plus général. Depuis le 8 septembre 2018, la mobilisation internationale sur les enjeux climatiques s'est manifestée un peu partout dans le monde. Marches et grèves pour le climat se sont ainsi multipliées, faisant émerger la jeune suédoise Greta

Thunberg comme une nouvelle égérie et porte-parole d'un mouvement climatique international aux résonances vaguement universalistes.

UNE ÉCOLOGIE ASOCIALE ?

Si d'aucuns pourraient se féliciter de cette apparente visibilité aux conséquences pour le moment bien plus médiatiques que politiques, que penser par ailleurs de la mobilisation climatique organisées en France depuis la COP21 par une pluralité d'acteurs allant d'associations institutionnalisées comme Greenpeace au mastodonte « citoyen » Alternatiba ?

Alors que le mouvement des gilets jaunes investit depuis plusieurs mois l'espace public de manière inédite et replace les questions de fiscalité énergétique et de précarité au centre des débats, il n'est pas anodin de constater que la rencontre entre la mobilisation associative pour le climat et les luttes sociales portées par les seconds soit si compliquée. La rencontre n'a pour le moment pas véritablement eu lieu lorsque les premiers auraient pu au contraire soutenir et se nourrir des tac-

tiques et des analyses des seconds. Notamment dans la mesure où la critique du capitalisme point avec plus ou moins de visibilité dans ces deux mouvements. Dans les mouvements de mobilisation pour le climat, souvent plus fortement marqués par une conscience de la destruction environnementale à venir plutôt que par une expérience vécue d'oppression économique et sociale, il n'est également pas anodin que la base majoritaire de ses militants soit aussi sociologiquement marquée, à savoir principalement blanche, urbaine et de classe moyenne, plus ou moins décentrée, plus ou moins consciente des enjeux revendiqués par les gilets jaunes.

En ce sens, la tactique britannique revendiquée par Extinction Rebellion d'arrestations à la chaîne constitue un privilège en même temps qu'une force à questionner. Si le « siège » continu de certains points stratégiques de Londres par les militants, l'organisation décentralisée d'actions un peu partout au Royaume-Uni ont provisoirement réussi à interroger le gouvernement, c'est également parce que les violences policières et pénales à l'encontre des mani-

festants sont pour le moment loin de ressembler à celles dont les gilets jaunes ou certaines personnes racisées font quotidiennement l'expérience.

On pouvait ainsi lire sur leur compte Twitter le 16 avril : « As dawn breaks on the third day of the Rebellion, protesters have held on to all four of their locations. With police cells full, thousands more Rebels willing to be arrested and hundreds joining daily, Government is increasingly feeling the pressure » (Traduction : « Alors que l'aube se lève sur le troisième jour de rébellion, les militants ont tous maintenu les quatre lieux d'occupation stratégiques. Les commissariats sont remplis et plus de 1000 rebelles sont prêts à être arrêtés lorsque des centaines d'autres nous rejoignent chaque jour. Le gouvernement sent la pression monter »)

Cette stratégie d'emplir les prisons et les tribunaux est-elle par ailleurs une stratégie viable, qui plus est applicable en France ? Dans la mesure où ces derniers mois auront notamment eu pour conséquence d'accroître et de rendre visible l'arsenal répressif policier et judiciaire habituellement focalisé sur les

quartiers populaires ou les migrants, des actions écologistes sur le modèle de celles qui ont eu lieu en Angleterre seront-elles par ailleurs véritablement possibles ? Les alliances pour le printemps à venir durant le mois de mai entre le « mouvement climat » et les luttes sociales seront donc déterminantes dans l'élaboration et la diffusion d'une force collective nourrie des diverses luttes et des spécificités qui les traversent. Peut-être qu'elles permettront également d'élargir un peu les analyses restreintes qui font primer l'urgence climatique sur l'urgence sociale qui continue, elle, de mobiliser semaine après semaine des milliers de personnes en France.

O CYRIL LECERF MAULPOIX

Porte de la Chapelle Élues et associations se mobilisent contre le « printemps de la honte »

Ils vivent dans la rue, sous des tentes. Ils sont des centaines, en plein Paris. Le pouvoir n'en a rien à faire d'eux. Ce ne sont que des migrants. Reste l'opposition, la gauche. Pour lutter, ne serait-ce que pour un peu de dignité.

9h45 ce lundi 8 avril, non loin de l'immeuble du 208 boulevard MacDonald, où de nombreux appartements ont été ravagés il y a quelques jours par un incendie. Des tentes sont alignées face au centre commercial Rosa Parks. Ce campement récent abrite une centaine de tentes, le double ou le triple de personnes. Parmi les autres campements répartis entre Porte de la Chapelle et Porte d'Aubervilliers, qui compteraient selon les associations sur place entre 300 et 500 personnes, ce nouveau point saillant de la crise de l'accueil dans le Nord-Est parisien est principa-

lement occupé par des familles, souvent afghanes ou érythréennes, avec des enfants en bas âge.

Il est l'une des raisons de l'appel aux élues et aux médias lancé par la sénatrice EELV Esther Benbassa il y a quelques jours. « La situation est insupportable », s'insurge-t-elle, désignant les nombreuses tentes entassées les unes sur les autres. Elles sont plusieurs à avoir rejoint la sénatrice. Parmi elles, les députées Daniele Obono (LFI) et Elsa Faucillon (PCF) ou encore la sénatrice Sophie Taillé Polian (Génération.s), suivies de près par Julien Bayou (EELV).

Elles se frayent un chemin entre les tentes et discutent avec plusieurs familles migrantes. L'opération et le dispositif médiatique, composé de quelques journalistes, visent à alerter l'opinion publique et à interpeller plus directement le gouvernement.

Certaines des familles acceptent de se prêter au jeu des questions-réponses et dévoilent des titres de séjours allant jusqu'en 2025, d'autres dégagent des récépissés attestant du fait qu'ils ont été reconnus comme réfugiés. Comme beaucoup, après un passage éclair en centre ou en hébergement d'urgence, elles ont été obligées de retourner à la rue. Florent Lajous, directeur du centre social Rosa Parks situé en face du campement, explique ainsi avoir vu les tentes se multiplier depuis quelques semaines : « Le chiffre double chaque semaine. Il y a eu une évacuation il y a trois semaines. Certains sont revenus après avoir été mis à l'abri quelques jours. Il y a un vrai problème de saturation des centres d'hébergements. »

FACE AU MÉPRIS DU POUVOIR

Au regard de cet éternel retour des campements dans des conditions toujours plus insalubres (le point d'eau installé en face du campement ne fonctionne plus ce matin), sous les bretelles d'autoroute ou des recoins du périphérique, la mise en place de nouveaux dispositifs d'hébergements d'urgence non-pérennes et sans réel suivi juridique et administratif s'avère comme toujours insuffisante. Suite à la fermeture de la bulle à Porte de la Chapelle, un centre considéré par de nombreuses associations tantôt comme inefficace, tantôt comme une antichambre de l'expulsion, la mairie de Paris renvoie désormais l'Etat à ses responsabilités. Début avril, le premier adjoint d'Anne Hidalgo, Emmanuel Grégoire, revendiquait ainsi de « mettre une pression bienveillante sur l'Etat » afin de le pousser à faire son travail. Et la maire de Paris de promettre de retourner sur les campements jusqu'à être entendue par le gouvernement.

« C'est un problème national, analyse Daniele Obono, mais quand on voit les

grands plans de rénovation, notamment en vue des JO, quand on voit une ville riche comme Paris qui peut accueillir des millions de touristes chaque jour, on pourrait souhaiter que Paris soit une ville modèle comme à Grande Synthe afin de montrer au gouvernement que c'est possible. En terme de logements, vides, c'est possible de construire un autre accueil. » La députée insoumise ajoute : « Je suis à la commission des lois et on a ferraillé pendant tout le débat de la loi [«Asile et Immigration», NDLR]. Il y a un tel mépris et un tel aveuglement de La République en marche. Une initiative médiatique comme celle de ce matin participe de la construction d'un rapport de force pour interpeller le gouvernement qui fait peser sur la municipalité, le quartier, les habitants une responsabilité qui devrait être la sienne. »

Cette démarche des élus intervient dans un climat particulièrement tendu entre les associations et le gouvernement. « Quand vous avez un ministre de l'Intérieur qui dit que les ONGs sont complices des passeurs en Méditerranée, il participe d'une criminalisation des asso-

ciations qui se déporte également sur le travail des associations sur le terrain », considère Elsa Faucillon, mobilisée elle aussi contre le passage de la loi « Asile et Immigration » l'année dernière.

Or ce sont ces mêmes associations qui, depuis plus de trois ans, répondent, souvent sans financements, aux bâncées et aux violences cultivées par les politiques étatiques. Il y a quelques jours, alors que les médias relayaient la découverte du cadavre d'une femme réfugiée à Porte de la Chapelle, une dizaine d'organisations, associations et collectifs citoyens (dont Solidarité Migrants Wilson, la Ligue des droits de l'Homme Paris, Médecins du monde ou Emmaüs Solidarités) craignent une nouvelle fois leur ras-le-bol en annonçant une journée de grève associative ce mardi 9 avril. Officiant depuis plusieurs années dans la distribution de repas, de vêtements, dans l'accompagnement médico-social ou dans la bulle de Porte de la Chapelle, celles-ci « n'acceptent plus de suppléer un gouvernement et un Etat défaillant dont l'action confine à une mise en danger délibérée des personnes ». Dénon-

çant « l'extrême gravité de la situation », leur communiqué donnait un rapide aperçu de l'ampleur de leur travail bénévole soumis à des pressions de plus en plus fortes :

« En distribuant chaque semaine à Paris et dans sa proche périphérie près de 15.000 repas ; 1600 vêtements, tentes et duvets ; en assurant 290 consultations médicales ; en proposant à 700 personnes une information sur leurs droits ; et en offrant à des familles et des mineurs 600 nuitées solidaires, les collectifs citoyens et associations présents sur le terrain sont de véritables acteurs de la paix sociale. Ces revendications, répétées depuis des mois auprès du préfet d'Île-de-France et de la maire de Paris, attendent toujours des solutions concrètes, adaptées et durables. Les collectifs citoyens et associations saluent le récent positionnement pris par la maire de Paris et l'invitent à mettre tout en œuvre pour faire de son territoire une véritable «ville refuge», à entrer dans l'action à la fois pour trouver des solutions et pour pousser l'Etat à agir. »

Reste à voir maintenant dans quelle mesure la coexistence de ces deux stratégies, politiques et citoyennes, parviendront à percer le plafond d'indifférence et le paradigme séparant le gouvernement de ces problématiques. Mais également peut-être à amorcer avec le printemps de nouvelles mobilisations et un questionnement plus profond, au-delà des urgences d'hébergements évidentes, sur le système d'accueil et l'asile de manière plus générale. « On espère que ça va faire un peu bouger mais j'ai bien peur qu'il faille une mobilisation beaucoup plus forte », conclut avec précaution Danièle Obono.

O CYRIL LECERF MAULPOIX

Loïc Blondiaux

« Le gouvernement a cherché dans ce grand débat un moyen de légitimer sa politique »

Au lendemain de la restitution par le premier ministre Edouard Philippe du Grand débat national, le professeur en science politique Loïc Blondiaux est l'invité de la Midinale.

SUR LA TENUE DU GRAND DÉBAT NATIONAL

- « D'un côté, c'est un exercice démocratique d'ouverture de la parole à une échelle que l'on n'avait pas connu jusqu'à présent – et c'est totalement inédit à l'échelle mondiale. »
- « Une partie de la population a joué le jeu. »
- « D'un autre côté, c'est aussi une opération politique de la part du gouvernement avec une volonté de disqualifier les gilets jaunes en donnant à voir une

forme de démocratie bienveillante, pacifique et ordonnée qui s'opposerait à la démocratie de la rue, contestataire et éruptive. »

- « C'est à la fois le produit d'une stratégie politique et en même temps, c'est un exercice démocratique qui a des défauts. »
- « Le vrai problème aujourd'hui, c'est ce que l'on fait dire à ce grand débat. »

SUR LES MODALITÉS DU GRAND DÉBAT NATIONAL

- « Dès le départ, la mise à l'écart de la Commission nationale du débat public, la mise en place d'une plateforme extrêmement verrouillée dans les possibilités de délibération qu'elle offre aux citoyens, le fait de privilégier de questions fermées, le fait d'en confier l'organisation à deux ministres, étaient très problématiques. »
- « L'utilisation à des fins de communication du débat par Emmanuel Macron qui a été dénoncée y compris par les garants laisse un doute sur l'authenticité de l'exercice participatif. »
- « Ce qui est intéressant, c'est que différents dispositifs et formats de discussion ont produit des expressions citoyennes très différentes. »
- « Il est complètement absurde de penser que le Grand débat est équivalent à un sondage. La question de la représentativité ne se pose pas ici. »
- « On ne peut pas faire parler les Français à travers le Grand débat mais, en même temps, en fonction du degré de délibérations comme avec les conférences citoyennes régionales dont personne ne parle alors même que c'est un

exercice démocratique intéressant, les réunions d'initiative locale, les cahiers de doléances, les contributions libres et toutes les réunions qui ont été organisées officieusement, on a un ensemble de représentations de ce que pensent et veulent les Français qui me paraît incroyablement précieux. »

SUR LES PREMIÈRES CONCLUSIONS DU GOUVERNEMENT APRÈS LE GRAND DÉBAT NATIONAL

- « On peut légitimement se fâcher et remettre en cause l'utilisation politique qui est faite des contributions du Grand débat. »
- « Les citoyens veulent plus de citoyenneté, plus de démocratie, plus de justice sociale, plus de proximité... et les conclusions qu'en tire Edouard Philippe qui se focalisent sur un élément qui est la baisse des dépenses publiques qui n'est pas un élément qui apparaît de manière déterminante dans les contributions libres mais qui a été amenée par une question fermée particulièrement caricaturale : pour limiter le déficit, faut-il baisser les dépenses publiques ou aug-

menter les impôts ? Evidemment, 75% des gens ont demandé la baisse des dépenses publiques et on en a conclu un raz-de-marée pour ça. »

● « Si on regarde les 21 conférences régionales avec des citoyens tirés au sort qui ont produit 230 propositions : une seulement demande une baisse des dépenses publiques. »

● « Les citoyens veulent plus de justice fiscale, plus de transparence, plus de simplicité du processus fiscal. »

● « Penser que les citoyens n'ont qu'une seule revendication et que c'est baisser la dépense publique, ça démontre bien que ce gouvernement a été cherché dans ce un moyen de légitimer une politique en cours. »

SUR LES CRITIQUES À L'ÉGARD DU GRAND DÉBAT NATIONAL

● « Dès le départ, j'avais préconisé une articulation entre le Grand débat, un dispositif citoyen tiré au sort mais qui serait un élément stratégique du processus et un référendum à la fin. »

● « Il faudrait qu'à la fin, le peuple puisse décider. »

● « On a une position qui est vraiment de type monarchique que l'on rencontre beaucoup à l'échelle locale. »

● « On fait parler les citoyens et après, le prince de manière très sélective et complètement arbitraire décide ce qu'il a choisi d'entendre et de mettre en œuvre. »

● « Il me semble que les réponses qui vont être apportées sont très en deçà de ce qu'a produit le Grand débat et le mouvement des gilets jaunes avant lui. »

SUR LA PLACE DES CORPS INTERMÉDIAIRES DANS LE GRAND DÉBAT NATIONAL ET DANS NOTRE DÉMOCRATIE

● « Une partie des corps intermédiaires, notamment certaines grandes associations d'éducation populaire, sont entrées dans le Grand débat. »

● « La situation actuelle pose vraiment la question du rôle voire de la survie des corps intermédiaires. »

● « Il y a deux grands projets politiques qui s'affrontent au moment des gilets jaunes et encore aujourd'hui : l'un de l'épicratie, c'est-à-dire d'un gouvernement dominé par une élite technocra-

tique qui décide d'imposer sa volonté au nom de la vérité et de l'expertise (donc quelque chose qui n'a rien à voir avec la démocratie) et l'autre sous la forme d'une demande de démocratie directe qui est très critique à l'égard des corps intermédiaires. »

- « Chez les gilets jaunes, les relations avec les syndicats ne sont pas vraiment faciles et la question de la représentation est posée. »
- « Il y a cette idée qu'un peuple pourrait s'autogouverner de manière immédiate et directe à travers un instrument comme le référendum d'initiative citoyenne. Mais dans ce schéma-là, que deviennent les corps intermédiaires et les partis politiques ? »
- « Mon intime conviction, c'est que si on arrive à mettre en place le RIC ou en tout cas quelque chose qui est proche, ça ne délégitimera pas les corps intermédiaires puisqu'ils sont des acteurs de l'élaboration des projets et du débat. »
- « Remettre en scène les citoyens ordinaires ne doit pas se faire au détriment des corps intermédiaires. »
- « Il est tout à fait possible de faire coexister la démocratie sociale avec la démocratie participative. »
- « Du côté du gouvernement, il y a cette idée que de défendre la démocratie délibérative à travers des plateformes et des consultations très orientées, on va produire un ersatz de démocratie qui permettra de se débarrasser définitivement des corps intermédiaires. »

● LOÏC BLONDIAUX

**ANTI-MACRON
SUR TOUS LES FRONTS**